POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

VIETNAM.

Une manifestation pour "La Paix au Vietnam".

Les loisirs des jeunes.

IL Y A TRENTE ANS : LE FRONT POPULAIRE (II).

AMSTERDAM : LES TRAVAILLEURS
CONTRE LES SYNDICATS OFFICIELS.

Les "provos".

Bilan de la grève des marins anglais.

N° 79 JUILLET-AOÛT 66

0,30 F

MENSUEL.

VIETNAM

L'escalade continue. Après les routes, les chemins de fer, les ponts, les centrales électriques - mais aussi les villages et les écoles - le colosse américain frappe maintenant la banlieue de Hanoï, les installations de Haïphong, menace de détruire les digues, de noyer les récoltes et de plonger ainsi dans la famine des millions de nord-vietnamiens. Au Sud, par le napalm, les bombes et les produits chimiques, l'aviation USA poursuit son oeuvre de mort.

L'U.R.S.S. proteste, les athlètes russes n'iront pas à Los Angeles. La Chine, pour la centième fois, menace de ses foudres le vilain " tigre de papier " .

A vrai dire,l'impérialisme américain fait la loi. Pour lui, il s'agit non seulement de conserver ses bases stratégiques dans le Sud-Est asiatique, mais surtout de marquer un coup d'arrêt aux mouvements anti-impérialistes dans les pays du Tiers Monde. Dictatures en Amérique Latine, coups d'Etats militaires en Afrique, pénétration politico-économique en Inde et au Moyen-Orient, partout dans le monde les Etats Unis jouent le rôle du gardien de l'ordre établi.

Au Vietnam, ce n'est pas l'expansionisme chinois ni même le "communisme"nord-vietnamien qui constituent la raison principale de l'engagement américain. Le Vietnam est devenu pour les Etats Unis un symbole, un test: c'est là qu'ils doivent prouver qu'ils sont des maîtres. Leur objectif ? faire de ce pays une deuxième Corée du Sud. Et pour cela, ils n'hésitent pas à utiliser les moyens appropriés : scientifiquement, systématiquement, ils tuent, brûlent, démolissent.

Certes, tout ne marche pas toujours comme prévu. Des offensives manquent leur but, des "boys" super-armés tombent dans des pièges, des paysans apparemment inoffensifs deviennent soudain des combattants acharnés, des sergents de Kansas-City se noyent dans les rizières, des Viet-Congs encerclent des unités d'élite ... C'est que l'insurrection du Sud n'est pas une opération télécommandée de Pékin, comme le rabâchent les dirigeants de Was hington.

La guérilla puise sa force dans la révolte agraire contre la misère séculaire, contre l'exploitation des propriétaires et des usuriers, contre les riches bourgeois, contre les officiers corrompus des villes, bref contre les couches dirigeantes indigènes, et contre l'impérialisme étranger qui les soutient.(1)

Coeur du capitalisme mondial, les Etats-Unis assument présentement le rôle de fer de lance de la contre-révolution dans tous les continents. Leur formidable appareil militaire tente aujourd'hui d'écraser les révoltes des masses exploitées des pays du Tiers-Monde. Ils n'hésiteraient pas demain à se déchaîner contre le prolétariat d'un pays avancé qui deviendrait menaçant.

---

(1) Voir " GUERRE ET REVOLUTION AU VIETNAM. " P.O. numéro 69 - Avril 1965

A l'intervention barbare et cynique de l'impérialisme américain prenant le relais des vieux impérialismes européens, la classe ouvrière de tous les pays devrait opposer une action vigoureuse et unitaire. Pour être efficace, la solidarité avec les vietnamiens devrait avoir un caractère international et trouver des moyens de combat sérieux.

Mais la décrépitude des organisations traditionnelles dites ouvrières est telle qu'on voit plutôt leurs dirigeants soutenir l'Amérique - comme Wilson en Angleterre - ou bien organiser des promenades pacifiques, récolter des signatures, publier des communiqués et ... vendre des porte-clefs !

POUVOIR OUVRIER n'a évidemment pas la force nécessaire pour proposer quoi que ce soit de concret. Ses militants participent et participeront à toutes les actions contre l'intervention américaine au Vietnam, comme ils ont participé hier à la lutte contre la guerre colonialiste que la France faisait au peuple algérien. Mais ils dénonceront partout où ils le pourront la farce sinistre des protestations platoniques et expliqueront inlassablement que seule la violence des masses peut faire reculer la force brutale de l'impérialisme.

Une manifestation pour "la Paix au Vietnam"

Mercredi soir, en gros titres dans les journaux : "Les Américains bombardent les banlieues de Haïphong et de Hanoï". Jeudi matin, un tract signé du PC, largement diffusé, appelle à la manifestation organisée par le Mouvement de la Paix, jeudi soir, 18.h.30, Place de la Concorde.

Place de la Concorde : beaucoup de flics ; ils encadrent sérieusement la place . Les manifestants se rassemblent devant le jardin des Tuileries, des mots d'ordre sont lancés, et on attend. Quoi ? On ne sait trop rien, on l'apprendra par les journaux le lendemain : une délégation est partie porter une notion de protestation à l'ambassade. Vers 19 heures, la manifestation s'ébranle et s'engage dans la rue St Florentin ; il y a pourtant des flics, mais ils nous laissent passer et font même la circulation. On est quand même nombreux : 15 à 20 000. On passe devant le Consul Américain ; quelques jeunes, à plusieurs reprises, veulent forcer la porte, mais le service d'ordre de la manifestation est solide et les en empêche.

On remonte les Boulevards ; près de l'Opéra, des cars de police, un barrage ; ils nous laissent passer, on se rassemble même autour d'eux. C'est là qu'un des responsables du Mouvement de la Paix fait son laïus ; c'est l'ordre de dispersion.

Visiblement, la majorité des manifestants ne sont venus que pour une petite promenade. Soudain, c'est la bousculade : un groupe d'étudiants tente de continuer et prend la rue Daunou en chantant l'Internationale.

Des manifestants commencent à suivre, mais le service d'ordre intervient et sépare ce groupe du reste de la manifestation en se tenant par le bras. A plusieurs reprises, ce barrage est rompu, quelques-uns arrivent à s'infiltrer, il s'en faut de peu que le barra-

ge saute ; les flics interviennent et remplacent le service d'ordre ; environ 300 jeunes sont arrivés à passer, ils remontent la rue de la Paix, mais sont très rapidement dispersés par les flics, qui sont en force.

Cherbourg: Les loisirs des jeunes

Passant de "Suivez le boeuf" à "suivez les jeunes", Misoffe, le nouveau ministre de la jeunesse s'intéresse aux "problèmes des jeunes". Il leur a posé des questions et attendrait - dit-il - "leurs réponses et suggestions pour les aider à organiser eux-mêmes leurs loisirs".

Cherbourg est à la pointe de la politique de l'Etat envers les jeunes. Un Centre de loisirs Napoléon fonctionne déjà depuis le début juillet qui offre aux jeunes diverses activités physiques : basket, ping-pong, tir à l'arc, à la carabine, judo, self-défense, pétanque, karting, nage, voile, etc ...

Sa définition du loisir : "le jeune a besoin de se fatiguer". 170 jeunes sont déjà inscrits et 80 viennent y trouver une "saine fatigue".

L'initiative de sa création revient au commissaire principal, Bach. Le financement est assuré par la municipalité UNR de Cherbourg et son député maire, M. HEBERT, par le Conseil général de la Manche, par le ministère de la jeunesse et des sports, par le ministère de l'intérieur qui organise des stages d'animateurs pour les policiers.

"La Direction est confiée à Monsieur Glade, professeur d'éducation physique de la ville de Paris ... Dans sa tâche, il sera secondé par nombre de moniteurs détachés par les services de la sûreté, M.M. Gragnieri, venu de Valenciennes, Crubleau, venu d'Argenteuil, Triguer, Allerio, Paduano, Pina et Lefèvre de Cherbourg" (Ouest France du 5.7.66).

Sous une apparence d'éducation populaire, sous le couvert de la lutte contre l'oisiveté (qui serait la cause de la délinquence), la police installe un organisme de coercition sur la jeunesse, qui porte en lui des menaces d'embrigadement politique et de répression facilitée par l'établissement de fiches (anodines en apparence) sur chaque participant.

Les organisations culturelles et sportives de la Fédération des Oeuvres Laïques de Cherbourg ont refusé leur concours, mais le président d'honneur départemental de la F.O.L, inspecteur d'académie, s'est opposé à ce qu'une simple motion de protestation soit déposée à la préfecture.

Le PCF et le PSU, la CGT et la FEN, se sont agités en votant des motions de protestation.

Le Conseil de maison qui groupe les jeunes de la MJC de Cherbourg s'est opposé à la création du Centre Napoléon, mais le président du conseil d'administration, M. Dold, professeur de CEG, a décidé d'y être présent et de participer à sa direction, à titre personnel.

Les jeunes ne peuvent avoir qu'une seule attitude : refuser de subir quelque embrigadement que ce soit, organiser et gérer eux-mêmes leurs propres loisirs.

LECTEUR :

NE GARDE PAS "POUVOIR OUVRIER"
DANS TA POCHE,
FAIS-LE CIRCULER.

Il y a trente ans : LE FRONT POPULAIRE

LES ORGANISATIONS DU FRONT POPULAIRE DEBORDEES.

Ce qui épouvante le Patronat c'est d'abord la façon dont les grèves se produisent.(1)

Souvent en effet, les travailleurs occupent les entreprises avant même d'avoir déposé des cahiers de revendications. Il n'est pas rare qu'ils séquestrent les patrons ou les agents de la direction qui se sont montrés particulièrement tyranniques. De tels actes constituent, en même temps que les occupations d'usines, une contestation croissante du principe de la propriété privée et de l'autorité patronale dans les entreprises. Par la suite d'ailleurs, le patronat se plaindra, bien plus encore que des concessions qui lui ont été imposées dans le domaine des salaires et de la durée du travail, de la ruine de son autorité et de l'indiscipline qui s'est établie dans les ateliers. Traduisant la grande peur des industriels, le Comité Central du Textile de Lille écrira que le patronat ne veut plus "de séquestration, de laissez-passer accordés aux patrons par les délégués d'usine .... de patrons bloqués chez eux... de piquets de grève installés jour et nuit au domicile de leur directeur", ni que "son personnel puisse être traduit en jugement par un conseil d'usine".

Autre sujet d'inquiétude pour le Patronat, c'est que le mouvement a largement échappé à la CGT. D'abord les grèves se sont déclenchées et généralisées indépendemment de toute directive centrale donnée par la CGT, qui a même vigoureusement agi pour empêcher les travailleurs de la fonction publique, les postiers, les cheminots, les gaziers de cesser le travail. Pendant tout le mois de mai et les premiers jours de juin, les syndicats se sont efforcés de ménager des accords particuliers aux différentes entreprises entre patrons et grévistes. Mais après reprise du travail, ces accords sont le plus souvent rompus par les ouvriers qui recommencent la grève et l'occupation de l'entreprise. Les luttes d'ailleurs gagnent des entreprises où il n'y a que peu ou pas de syndiqués. Lors des accords Matignon, les représentants du patronat reconnaîtront que, en faisant obstacle à l'implantation des syndicats dans les entreprises, ils avaient contribué à créer une absence inquiétante de médiateurs possibles entre eux-mêmes et les ouvriers.

C'est d'ailleurs à sa demande que le gouvernement Blum s'entremet pour organiser une négociation à l'Hôtel Matignon entre l'organisation patronale et la CGT. En échange d'une augmentation des salaires, de 7 à 15 %, de la réduction de la semaine de travail à 40 heures, de l'octroi de 15 jours de congés payés, de l'acceptation de la liberté syndicale, de l'institution de délégués ouvriers dans les entreprises et de l'établissement de conventions collectives, les syndicats entreprendront d'obtenir la reprise du travail et l'évacuation des usines. Mais malgré l'insistance avec laquelle les syndicats et les partis ouvriers soulignent l'importance des concessions arra-

(1) Voir la première partie de cet article dans P.O. de juin 66, N°78.

chées au patronat lors des accords Matignon, le 9 juin, les grèves ne cessent pas. Au contraire, on assiste à une recrudescence des débrayages entre le 7 et le 12 juin. En un mois de lutte, les ouvriers ont pris conscience de leur force et, par rapport à leurs aspirations, le contenu des accords Matignon leur paraît maintenant presque dérisoire. C'est à ce moment là que dans la métallurgie, les usines de guerre, certaines entreprises du Nord, l'idée de faire tourner les usines sans les patrons se fait jour. Entre les objectifs de la CGT et des partis ouvriers qui n'entendent pas sortir du cadre du capitalisme, et la tendance des ouvriers à s'arracher à leur situation de "machines de chair" un décalage très net s'est soudain manifesté.

LA CGT, LA SFIO ET LE PCF POUR LA FIN DES GREVES.

Pour pousser plus avant et concrétiser ces tendances, la classe ouvrière cependant subit un handicap décisif. Il n'existe aucune avant-garde révolutionnaire fortement enracinée dans les entreprises. Les travailleurs ont débordé les organisations traditionnelles de manière élémentaire, mais ils ne perçoivent pas clairement la contradiction qui existe entre leurs aspirations et la politique des partis du Front Populaire. Par ailleurs, si les ouvriers cherchent indiscutablement à dépasser le capitalisme, ils ne conçoivent pas nettement les voies de cette transformation et il n'est pas sûr qu'ils soient prêts à affronter les luttes dramatiques qu'elle exigerait.

Dans ces conditions, la voix de la "gauche révolutionnaire" de la SFIO qui incite les ouvriers à continuer les grèves et déclare que "Tout est maintenant possible" et celle des trotskystes qui appellent les ouvriers à relier les comités d'usines les uns aux autres et à former des milices ouvrières, ne sont pas entendues. Les organisations traditionnelles vont peser de tout leur poids pour mettre un terme aux grèves.

Ce sont d'abord les ex-confédérés de la CGT, les responsables locaux de la SFIO, les élus municipaux socialistes qui se multiplient pour obtenir la reprise du travail. Des délégations partent pour les usines expliquer la portée des accords Matignon et mettre les ouvriers en garde contre les éléments "irresponsables" qui veulent poursuivre le mouvement.

Mais l'intervention des réformistes n'est pas suffisante. Il faut que les communistes usent à leur tour de leur influence. Le 12 juin, tandis que Blum dénonce à la Chambre l'action d'"éléments suspects", fait saisir le journal trotskyste et annonce que des mesures policières sont prises pour maintenir l'ordre dans les rues, "L'Humanité" publie un rapport de Thorez que le "Petit Parisien" qualifiera de "simple, évidente, calme et raisonnable vérité" - "Il faut - dit Thorez - savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur le plan essentiel des revendications. Tout n'est pas possible maintenant". Dès lors, le thème "il faut savoir finir une grève" est repris jusqu'à satiété par l'appareil de propagande communiste. Les élus, les dirigeants politiques et syndicaux du PCF jouent avec beaucoup plus d'efficacité que les réformistes un rôle décisif dans la fin de la grève. Au moment crucial, la CGT, la SFIO et le PCF, loin de jouer le rôle d'une avant-garde entraînant les travailleurs vers une amplification et un approfondissement de leurs luttes, ont utilisé toute leur influence pour les contenir et les faire refluer.

DE L'APAISEMENT A LA DEFAITE OUVRIERE.

Pendant tout l'été 1936, la presse socialiste et communiste se félicite des succès remportés "sans qu'une goutte de sang ait été versée". Des manifestations de masse - celle du 14 juillet à Paris voit défiler 1 million de personnes - mettent en scène la joie et la "force pacifique des travailleurs". Les départs pour les premiers congés payés contribuent à leur tour à détendre la situation. Mais l'insouciance de l'été 1936 sera de courte durée. Très vite, la bourgeoisie entreprend de rogner les conquêtes sociales des travailleurs. Tandis que la hausse des prix - de 50 à 60 % suivant les articles entre 1936 et 1938 - annule les effets du relèvement des salaires obtenu en 1936, les revendications ouvrières sont soumises à des commissions d'arbitrage obligatoires, qui ne donnent que très partiellement satisfaction aux ouvriers. La CGT, sous prétexte d'éviter le cycle infernal des prix et des salaires, invite les travailleurs à accepter les décisions des commissions d'arbitrage. De nouveau le niveau de vie des salariés se dégrade. Par ailleurs la limitation de la semaine de travail à 40 heures effectuées en 5 jours, et l'établissement de congés payés, subissent une série de dérogations, sous prétexte que leur application effective gêne le fonctionnement des industries prioritaires et des usines travaillant pour la défense nationale. En 1937-38, les grèves, le plus souvent déclenchées à la base, sont nombreuses. Mais ces luttes à caractère défensif restent fractionnées et ne sont que rarement victorieuses. La démoralisation gagne maintenant les rangs ouvriers.

Le dernier sursaut de résistance ouvrière se produit à l'automne 1938, lorsque le gouvernement Daladier s'attaque ouvertement à la semaine de 40 heures et prétend instituer des sanctions contre les travailleurs qui se refuseraient à faire des heures supplémentaires dans les usines intéressant la défense nationale. Le mécontentement est si vif parmi les ouvriers que la SFIO et le PCF sont obligés de déclencher une campagne contre les "décrets-lois". Des grèves avec occupation de l'entreprise se produisent dans le Nord, la Basse-Seine, la région parisienne. Les forces de police sont envoyées contre les grévistes. Le 23 novembre, après une bataille de 4 heures qui fait des centaines de blessés parmi les ouvriers et aboutit à 300 arrestations, les gardes mobiles reprennent aux travailleurs l'usine Renault qui avait été occupée. La CGT condamne ces mouvements comme prématurés, mais le 25 elle lance l'ordre de grève générale pour le 30 novembre. Une mobilisation massive des forces de l'Etat brise le mouvement; par dizaines de milliers, des ouvriers et des fonctionnaires sont licenciés ou déplacés.

En deux ans et demi, le rapport des forces s'est complètement inversé. C'est la bourgeoisie qui pense maintenant que "tout est possible" : la guerre, la dissolution du PCF, puis, après 1940, celle des syndicats et de la SFIO et l'établissement de la dictature brutalement réactionnaire de Pétain.

(La fin de cet article dans le prochain numéro.

LECTEUR : ABONNE-TOI, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI. ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER. NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.

AMSTERDAM: LES TRAVAILLEURS CONTRE LES SYNDICATS OFFICIELS

13 juin, tard dans la soirée les ouvriers du batimentmanifestent encore dans les rues d'Amsterdam ; 14 juin, grève générale dans le bâtiment, les travailleurs tiennent la rue et se heurtent à la police, la maréchaussée, l'armée. Amsterdam vit des heures violentes; l'affrontement est sanglant.

Ces événements viennent contredire d'une façon par trop évidente certains idéologues qui imaginent le capitalisme,dans une phase avancée de son développement, capable de supprimer la lutte des classes.

LES SYNDICATS HOLLANDAIS

Les trois syndicats hollandais: travailliste, catholique, protestant, syndicats dits officiels car reconnus par le gouvernement, discutent seuls avec l'Etat et signent les contrats collectifs. Depuis la fin de la guerre,ils n'ont organisé que quelques grèves, dans des entreprises où le patron refusait d'appliquer les lois sociales en vigueur. Ainsi, dans une usine métallurgique près de Rotterdam,les syndicats lancèrent un mot d'ordre de grève car le patron s'opposait à la création d'un comité d'entreprise conformément à la loi de 1950.

Un certain nombre de travailleurs sont organisés dans des syndicats non officiels, c'est-à-dire non reconnus et non admis à signer les contrats collectifs: le syndicat communiste E.V.C et le syndicat autonome O.V.B (né au cours d'une lutte en 1948,syndicat regroupant à sa formation différentes tendances révolutionnaires).

Les luttes ouvrières prennent le plus souvent la forme de grèves sauvages soutenus en partie par les syndicats non officiels. C'est ainsi que plus de 200 grèves sauvages ont éclaté depuis 1945.

Dans le bâtiment,l'influence des syndicats officiels est faible. Ils ne regroupent que 30% des travailleurs environ,alors que les syndicats non officiels sont assez implantés - à Amsterdam sur 18000 ouvriers, 5000 adhèrent aux syndicats officiels.

LES TICKETS DE VACANCES

Les syndicats officiels jouent surtout le rôle d'organismes administratifs. Du fait du changement fréquent de chantier, dans le bâtiment, contrairement aux autres secteurs de l'industrie, les travailleurs reçoivent chaque semaine des tickets de vacances en fonction de leur temps de travail et de leur salaire. A la veille des vacances (14 jours),les travailleurs monnayent ces tickets au local des syndicats officiels.

Cette année, sous prétexte de frais administratifs, les syndicats officiels, en accord avec le gouvernement, annocèrent une retenue de 2% sur le salaire des congés - retenue qu'ils rembourseraient plus tard à leurs adhérents. Le monnayage des tickets devait commencer le 13 juin. Les ouvriers furent convoqués par ordre alphabétique (ce jour les lettres A et B).

LES EVENEMENTS DES 13 ET 14 JUIN.

Le 13 juin, à 19 h 30 au local du syndicat,en plus des ouvriers convoqués, d'autres étaient venus pour s'informer, certains pour marquer leur mécontentement. Quelques jours avant, le Comité Permanent du bâtiment, influencé par le PC, et composé de 5 membres, - comité créé en 1947 et qui s'est maintenu -, avait lancé le mot d'ordre d'une demi-journée de grève. La présence de certains ouvriers non convoqués au local syndical peut s'expliquer en partie par un appel verbal du Comité Permanent du bâtiment.

Dans le local exigu du syndicat, se retrouvent environ 1.000 travailleurs qui manifestent bruyamment et scandent des slogans hostiles aux syndicats officiels : "nous voulons nos 2 %, c'est du vol !". Certains disent : "si les syndicats veulent être une "instance centrale", c'est leur affaire et non la nôtre. Ils n'ont pas le droit de se livrer à des tripotages derrière notre dos sans nous consulter". L'agitation est telle que les syndicats, pour rétablir le calme, jugent bon de faire appel aux "forces de l'ordre". Des bagarres acharnées opposent les ouvriers et la police. Les ouvriers utilisent les pavés de la rue pour se battre. Les vitres des cars de police tombent ; des policiers sont blessés , ainsi que des ouvriers ; un ouvrier est tué. On se bat jusqu'à minuit. On se disperse alors, mais avec la ferme intention de se retrouver le lendemain place Meyer, devant la statue du Docker - symbole d'une grève des dockers puis de tous les travailleurs d'Amsterdam en 1941, lors de l'occupation allemande, contre les arrestations et les crimes nazis à l'égard des juifs- et où, traditionnellement, ont lieu les manifestations ouvrières.

Le 14 juin, la grève est totale dans le bâtiment. Aucun mot d'ordre par tract n'a été lancé, ce sont les ouvriers et les militants de base de l'E.V.C. et de l'O.V.B. qui en ont pris l'initiative. A 9 h, à la statue du Docker se retrouvent plus de 6.000 ouvriers, adhérents des syndicats officiels, militants des syndicats non officiels, non syndiqués. On manifeste. Discours du Comité Permanent du bâtiment, des syndicats non officiels. On apprend la version mensongère des évènements de la veille relatée par "Le Télégraphe", journal réactionnaire qui attribue à une crise cardique la mort de l'ouvrier. On crie : "voleurs", "assassins", "S.S.", "étrangleurs". La colère monte et lorsque vers 10 h 30, les organisations invitent les ouvriers à se disperser, ceux-ci refusent : "au Télégraphe", scandent-ils. Plus de 6.000 ouvriers se mettent en marche vers le centre de la ville et montent à l'assaut du "Télégraphe". Des camions sont renversés, l'immeuble saccagé, des rouleaux de papier et les journaux du matin brûlés. Vers midi, la police arrive, armée de bâtons et de sabres. D'heure en heure, la lutte devient plus violente. On jette des pavés, on brise les feux rouges, on stoppe les tramways, on en renverse un, on descend des vitrines de magasins de mode. On détruit des compteurs de parking, on projette une guérite dans un canal. Aux ouvriers du bâtiment se sont joints d'autres travailleurs, des jeunes, des "blousons noirs", des étudiants, des "provos". Ensemble , ils marchent sur "Le Télégraphe", et tiennent la rue jusqu'à 1 h 30 du matin.

Le 14 avant midi, des grèves de solidarité sont déclenchées dans le bâtiment, à Haarlem, Utrecht, La Haye ; dès l'après-midi dans les taxis et le port à Amsterdam.

A Amsterdam, reprise du travail le 15, mais des bagarres éclatent encore le 15 et le 16 opposant les jeunes à la police.

Des délégations des entreprises d'Amsterdam assistent le 17 aux obsèques de l'-ouvrier.

ATTITUDE DES SYNDICATS.

La riposte immédiate des ouvriers, la violence des manifestations sont sans commune mesure avec la fin du conflit ; un procès est intenté par les ouvriers représentés par l'E.V.C. aux syndicats officiels. Ce procès qui aura lieu vers la fin septembre opposera aux syndicats officiels,soutenus par l'Etat, un représentant ouvrier. L'issue de ce procès ne peut faire de doute. Les ouvriers non organisés ou syndiqués à des syndicats non officiels seront volés "en toute légalité" de 2 % de leur salaire de vacances. Il est même probable que désormais cette retenue soit de règle.

Les obsèques "dans le calme et la dignité", la solution du conflit dans la légalité, contrastent singulièrement avec la violence de la lutte.

Le 13 juin, les ouvriers sont venus manifester contre la retenue de 2 %, ils ont considéré, à juste titre, que les syndicats officiels se comportaient comme une administration, administration qui n'entent pas fonctionner sans rétribution. Ils ont compris que les syndicats officiels aidaient les patrons à faire peser sur les travailleurs les frais administratifs de l'échange des tickets, c'est-à-dire participaient à l'exploitation des travailleurs : "la somme d'argent qui correspond aux tickets, c'est une partie de notre salaire que notre patron est obligé de nous payer. De quelque façon que ce soit ; par le syndicat s'il le veut ou par un autre". Peut-être les syndicats officiels envisageaient-ils, par ce procédé - les 2 % devront être remboursés aux syndiqués - d'acheter quelques adhérents.

Conscients du rôle des syndicat officiels, les ouvriers du bâtiment ont manifesté violemment leur hostilité. Ils n'ont pas, comme lors d'une grève sauvage mené la lutte malgré le syndicat ; cette fois-ci c'est aux syndicats officiels eux-mêmes qu'ils s'en sont pris.

Les syndicats non officiels et le comité permanent du bâtiment n'ont appelé que verbalement à la manifestation du 14 juin. Aucun tract n'a été distribué appelant à la grève et à la manifestation. L'E.V.C. du bâtiment, implantée à Amsterdam, n'a à aucun moment essayé d'organiser la lutte. L'O.V.B., influente à Rotterdam, n'a presque pas réagi à la retenue des 2 %. A Amsterdam, le 14 juin, jour de la manifestation au Docker, il fallut se disperser, comme d'habitude après le discours. Les ouvriers n'entendaient pas en rester là. Pour eux, il fallait venger leur camarade tué par la police, il fallait saccager "Le Télégraphe".

Devant cette attitude ouvrière, qu'ont fait les organisations syndicales non officielles ? Elles ont prêché le calme, et désavoué la violence. Le Comité Permanent du bâtiment déclaré :"Nous n'avons pas voulu cela. Notre but était une manifestation calme. Les évènements nous ont échappé. Nous ne sommes pas responsables des bagarres, bien sûr. C'est l'oeuvre d'extrémistes non responsables, d'anarchistes, d'éléments suspects. De la discipline, camarades, la circulation d'Amsterdam ne doit pas être interrompue".

LES "PROVOS"

La presse bourgeoise a relaté les récents évènements d'Amsterdam comme étant le fait de bandes de jeunes, les "Provos" , et il est certain que "la révolte des provos" se vend mieux qu'une banale lutte ouvrière. Il importe cependant de dépasser le niveau journalistique et de savoir ce que sont les "provos", et quelle a été l'importance de leur intervention.

HISTORIQUE

Le mouvement "provo" est né il y a environ deux ans, sous l'impulsion d'un certain Jasper Rotfeld, lors de plusieurs manifestations organisées pour protester contre les dangers du tabac. Puis, de la protestation contre le tabac, on est passé à la protestation contre la pollution atmosphérique. Les manifestations devinrent plus politiques et se teintèrent de républicanisme pour protester contre les alliances successives de la monarchie néerlandaise avec des princes réactionnaires (l'un carliste, l'autre ex-nazi). Notamment, le 10 mars 1966, lors du mariage de Béatrix avec Claus, les "provos" manifestèrent activement leur hostilité, lançant des bombes fumigènes sur le passage du cortège, et ils se heurtèrent violement à la police d'Amsterdam. Ils suscitèrent ainsi la sympathie de la population qui se rappelait le traitement particulièrement féroce que les nazis lui avaient infligé pendant l'occupation.

Cette sympathie se matérialisa au mois de mai dernier, lors des élections municipales : Bernard de Vries, candidat "provo", fut élu avec 13 002 voix alors qu'il n'y a que de 100 à 200 "provos" à Amsterdam. Les traits les plus marquants de son programme sont : la police "blanche", c'est-à-dire une police qui aurait pour fonction unique de renseigner et de "prendre soin" (distribuer des cachets d'aspirine, donner le biberon aux bébés !) de la population ; ensuite des milliers de bicyclettes blanches seraient à la disposition des gens pour se déplacer sans souci ; enfin les procédés contraceptifs devraient être accessibles à tout le monde.

Mais tout ceci est anecdotique et a été abondamment délayé dans la presse bourgeoise. Il faut aller au-delà pour savoir ce qu'est le "provotariat".

LE PROVOTARIAT"

Un appel au "provotariat international" émanant de l'organisation d'Amsterdam et publié entre autre, dans le journal "provo" belge, "REVO" de Mars 1966, donne l'essentiel de l'analyse politique du mouvement. Les quelques renseignements que nous avons pu obtenir sur place ont éclairé et confirmé le contenu de ce manifeste :

Pour les "Provos", le prolétariat est amalgamé à la bourgeoisie et n'est plus une force potentiellement révolutionnaire. La société moderne dans laquelle nous vivons est monolithique et écrase la créativité individuelle. "Tous les hommes sont des capitalistes en puissance, il n'y a entre eux que des différences de moyens" (Journal Hollandais "PROVO", Avril 66). De plus, tout nous est dicté, imposé, et le prolétariat lui-même participe à cet anéantissement de l'individu dans la mesure où il se laisse asservir à ses chefs politiques et au patronat, en échange d'une consommation accrue. D'autre part, le prolétariat reste impuissant devant la guerre atomique qui se prépare. Là aussi, il révèle sa liquéfaction.

Face à cette incapacité révolutionnaire du prolétariat, il ne reste que la provocation du "provotariat" : cette provocation permanente a pour but d'obliger les autorités à se montrer constamment sous leur véritable aspect, c'est-à-dire, répréssives : "Tous les uniformes, bottes, képis, sabres, matraques, auto-pompes, chiens policiers, gaz lacrymogènes et tous les moyens que les autorités tiennent encore en réserve, elles devront les employer contre nous"(REVO n°1, Mars 66. Appel au provotariat international). Les autorités se rendront donc impopulaires et "ainsi la conscience des gens mûrira pour l'anarchie" amenant la "crise des autorités provoquées," qui est la dernière chance révolutionnaire en nos pays avancés. Car "l'anarchie veut la révolution", et les "provos" dessinent dans l'avenir les contours d'une société nouvelle fondée sur la collectivisation, la démilitarisation, et qui serait faite de communes autonomes fédérées où chacun serait économiquement et socialement responsable. Des machines électroniques y accompliraient les tâches administratives,. Après avoir rappelé que le mouvement "provo" puise sa force dans l'anarchisme, "seule conception sociale admissible", l'appel se termine par une invitation à la provocation.

Mais comment réaliser une si belle société ? Quelle force sociale est-elle aujourd'hui capable d'être le moteur d'une telle transformation si le prolétariat n'existe plus en tant que classe distincte, s'il ne pense qu'à consommer et si la lutte des classes n'est qu'une vieillerie ?

Le mouvement "provo" ne semble pas avoir trouvé de réponse à ces questions. Substituer "les gens" au prolétariat, cela n'est guère convainquant. Car que sont donc "les gens" ? N'y a-t-il donc plus de patrons et d'ouvriers, de dirigeants et d'exécutants, d'exploiteurs et d'exploités . Il est vrai que les projets révolutionnaires des "provos" semblent se fonder plutôt sur l'attente d'une révolution venant du Tiers Monde, la provocation se bornant à réveiller la conscience "des gens" et à amener ainsi la "crise de l'autoritarisme".

Pourtant, en Hollande même, des signes non équivoques montrent que le prolétariat n'est pas si "liquéfié" qu'on le dit et que les travailleurs ne suivent pas toujours comme des moutons les dirigeants des organisations traditionnelles : plus de 200 grèves sauvages y ont été vues depuis 10 ans et le dernier mouvement, comme on le sait, a été particulièrement violent (voir article précédent).

Mais le mouvement "provo", s'il est une manifestation de révolte contre l'inhumanité de la société actuelle, n'établit pas de relation entre cette "inhumanité" et les rapports de production capitalistes qui constituent la base de la société, ne voit pas que la classe travailleuse, parce que placée au coeur du processus de production, peut seule attaquer victorieusement le Système.

Ainsi, sa critique reste superficielle et son action limitée par définition.

Pour les "provos", ce qu'il faut faire c'est pousser le régime à bout, de telle sorte que l'inhumanité apparaîsse clairement aux yeux de tous. D'où le caractère pacifique et non violent des manifestations "provos": il s'agit d'abord d'attirer l'attention de la population par un moyen non-conformiste (Happening), puis de montrer à dette population toute la violence des autorités s'exerçant sur des individus pacifiques - ceci est évidemment tactique, les provos ne croient pas aux vertus de la non violence en soi ; mais il faut rappeler à ce propos que l'organisation d'Amsterdam a désavoué toutes les destructions et violences qui ont eu lieu les 13-14 et 15 juin.

Le comportement "provo" type a été illustré par le conseiller municipal, Bernard de Vries, le 1er juillet 1966, lors d'une manifestation pacifiste contre les bombardements américains de Hanoï et Haïphong. A l'arrivée de la police, tous les manifes-

tants se sont assis par terre et se sont laissés arrêter sans résistance, rejoignant d'eux-mêmes les camions militaires à l'exception de Bernard de Vries qui resta sur place et fut embarqué violemment" ("Journal du Peuple", 2 Juillet). Ainsi la population a pu voir de Vries, individu parfaitement pacifique, "embarqué violemment" par la police.

L'ATTITUDE DES "PROVOS" LES 13, 14 ET 15 JUIN.

De Vries, parlant à la TV hollandaise, a dit clairement que les "provos" n'avaient aucune liaison avec les ouvriers, que leurs revendications ne les regardaientpas et que l'organisation "provo" d'Amsterdam n'avait pris aucune part dans les manifestations des 13, 14 et 15 juin. Par conséquent, les "provos" qui ont participé aux manifestations des 14 et 15 juin, l'ont fait à titre individuel et essentiellement pour protester contre la répression exercée par les Autorités, la veille.

Il faut donc aller au-delà des "provos", vers les jeunes qui ont violemment manifesté les 14 et 15 et parmi lesquels il y avait sans doute des "provos". Or, ce type de manifestation n'est pas sans rappeler une manifestation semblable qui s'était déroulée en décembre 56 à Stockholm : 5 000 jeunes gens avaient envahi l'artère principale et tenu la rue pendant plusieurs heures, renversant des voitures, brisant des vitrines, molestant les passants. Il y avait eu des heurts violents avec la police puisque cette manifestation fut déclarée "la plus grave qui se soit jamais déroulée dans la capitale" (Le Monde, 5 Janvier 57).

A Amsterdam, comme naguère à Stockholm et comme il n'y a pas bien longtemps en Angleterre, il semble bien que les jeunes - ouvriers, employés, étudiants - vivant dans une société qui leur apparaît instinctivement oppressante à des titres divers, et en l'absence d'une organisation capable de lutter contre cette société dans une perspective révolutionnaire, se révoltent de la façon la plus immédiate et profitent de chaque occasion pour manifester leur dégoût.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA TACTIQUE DU P.C. ESPAGNOL :

LE FRONT UNIQUE AVEC... LE PRETENDANT AU TRONE !

"Les dirigeants du parti communiste eux-mêmes envisageraient avec faveur l'accession au trône du comte de Barcelone. "Si le prétendant Don Juan", affirmait récemment Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, "est disposé à ne pas monter sur le trône sans le consentement du peuple, comme il l'a déclaré à l'Estoril, pourquoi refuserait-on que des représentants de Don Juan participent à cette rencontre que nous, communistes, préconisons entre tous les partis et tous les groupements d'accord pour établir en Espagne un système de libertés ?".

("LE MONDE", 17-18.7.66)

AIDEZ LE C.I.S.A.I.

(Comité International de Soutien aux Antifascistes Ibériques)

LISEZ SON BULLETIN :

"INFORMATIONS IBERIQUES"

5, rue Aubriot, PARIS 4e

LE CURE DE RIO-TINTO (mines de cuivre) à un journaliste du Monde : "Comment leur faire comprendre - aux enfants des mineurs - comment leur faire comprendre que l'Eglise n'est plus l'alliée du capitalisme ?" Un seul moyen: demander conseil à M.Garaudy.

Bilan de la grève des marins anglais

L'importante grève des marins anglais, (1), est maintenaint terminée. Elle aura eu lieu du 16 mai au 2 juillet. Quel est le bilan de ces 6 semaines de grève.

C'est un demi-échec des revendications. La semaine de Travail est ramenée de 56 à 48 heures. La semaine de 40 heures, objectif de la grève, est promise pour dans un an. Le nombre de jours de congés payés passe de 32 à 48. Les marins en demandaient 53. Résultats limités donc, bien que non négligeables surtout si la promesse des 40 heures est effectivement tenue l'an prochain. Il est à prévoir que les armateurs chercheront de nouvelles difficultés, la grève maintenant terminée. Le gouvernement travailliste peut être content de lui. Il a contenu de son mieux les améliorations de conditions de travail des marins. La bourgeoisie anglaise peut lui adresser ses plus vifs remerciements. Son projet de politique des revenus ne sort pas ébranlé de ce conflit. Ensembles, bourgeois et travaillistes pourront réaliser leur entreprise de baillonnage de la classe ouvrière anglaise.

LA FIN DE LA GREVE.

Comment ne pas être inquiet pour l'avenir, quand on voit les circonstances de la fin de la grève. Le NUS (syndicat des marins), sous la pression du TUC (Confédération syndicale), et de Wilson finit par accepter les propositions améliorées des armateurs, puis ordonne la reprise du travail. Les marins à aucun moment n'ont été consultés. Nous avons même assisté au cours de la grève à un incident comique. Le leader des conservateurs, Heath, pour des raisons de propagande parlementaire, proposa de procéder à un réferundum parmi les marins pour savoir s'ils voulaient ou non continuer la grève. Un souffle de panique traversa les bureaux du TUC, sidérés d'une telle proposition, aussi contraire aux règles de l'orthodoxie trade-unioniste. Inutile de préciser que Monsieur Heath, une fois son effet obtenu ne poussa pas trop loin dans cette dangereuse direction.

Certes, les marins assemblés devant le siège,du NUS ont bien crié "traitres", "judas", mais ces manifestations de déception et de rancoeur, contre les bonzes syndicaux sont les seules que nous ayons vues. A aucun moment, une prise en main de leur propre sort n'est apparue. La grève, l'appareil syndical l'a toujours contrôlée.Or les marins peuvent-ils en être satisfaits ? Non, pour deux raisons surtout.

L'ISOLEMENT DES MARINS PAR L'APPAREIL SYNDICAL.

Les marins seuls ne pouvaient vaincre. La cause principale de leur demi-échec est dans leur impossibilité à rallier les dockers à leur lutte. Les dockers ne se sont pas mis en lutte, du fait de l'opposition résolue du TUC. Les dirigeants du NUS, sous la pression des marins ont certes demandé aux dockers de debrayer, mais aucun geste n'est venu du TUC, sinon pour interdire aux dockers de répondre à cet appel.

---

(1) Voir P.O. N° 78.

UNE CLAUSE LOURDE DE DANGERS SIGNEE PAR L'APPAREIL SYNDICAL.

Mais plus grave encore est la clause qui accompagne les améliorations obtenues. Le NUS, en contrepartie des 40 heures, a accepté l'accroissement de la productivité, en outre pendant un an, il n'y aura pas de nouvelle grève. Que signifie réellement cette clause ? Un navire comportant, par exemple 30 hommes d'équipe pourra être automatisé. Après sa modernisation, 6 hommes suffiront à le faire fonctionner. Ces six marins bénéficieront bien sûr de la semaine de 40 heures. Mais les 24 autres ? Que deviendront-ils ? Le syndicat lui ne s'interessera pas à leur sort. De plus, ils ne pourront même pas faire grève. Peu d'exemples de collaboration de classe aussi inquiétants peuvent être cités. Voici de bons auxiliaires de la bourgeoisie anglaise.

APRES LA GREVE.

Mais ce serait une erreur de croire à une défaite de la classe ouvrière anglaise. Les travaillistes n'auront pas la tâche facile. Le capitalisme anglais traverse une période difficile, la livre sterling est au bord de la dévaluation. Par la politique des revenus, on compte faire payer aux ouvriers le replâtrage de l'économie. Les conservateurs ne pouvaient y arriver, la bourgeoisie compte sur les travaillistes. Le TUC doit freiner les revendications ouvrières. L'opposition entre la classe ouvrière et les organisations trade-unionistes et travaillistes ne peut que s'aggraver. De nouvelles grèves sont inévitables, où les ouvriers ne pourront pas, à moins de ne rien obtenir, laisser aux bureaucrates syndicaux la direction de leurs luttes. La nécessité d'organiser les mouvements à la base, de créer des comités de grève démocratiques élu s, de consulter la base pour le déroulement et la fin des grèves, apparaîtra à la classe ouvrière anglaise comme la seule forme valable de sa lutte de classe .

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

QUAND LA "GAUCHE" EST AU POUVOIR :

POLITIQUE D'AUSTERITE EN ANGLETERRE

Poursuivant leur tâche de "gérants loyaux du capitalisme", les ministres travaillistes viennent de décider un ensemble de mesures destiné à "sauver la livre" et à "réduire la demande intérieure".

"Le chapitre le plus délicat - écrit LE MONDE du 16 juillet - sera l'action sur les salaires. Les dirigeants travaillistes, après avoir tout fait pour sortir du cycle du "stop and go" qui a marqué l'évolution de l'économie britannique au cours des quinze dernières années, répugnent évidemment à recourir aux méthodes brutalement déflationnistes qu'ils ont critiquées chez l'administration conservatrice. Un blocage autoritaire des salaires en particulier rappellerait fâcheusement les souvenirs qu'a laissés M.Selwyn Lloyd à l'Echiquier et heurte trop directement la philosophie économique du Labour.

C'est pourquoi l'on prête au ministre des affaires économiques, M. George Brown, l'intention de déployer des nouveaux efforts de persuasion pour donner un caractère "volontaire" aux sacrifices que le gouvernement s'apprête à demander au pays et particulièrement aux salariés".

LA LOI SUR LE CONTROLE DES SALAIRES A ETE ADOPTEE PAR LA MAJORITE TRAVAILLISTE: AU PARLEMENT LE 14 JUILLET. Elle prévoit notamment que toute demande d'augmentation des salaires devra être soumise au préalable au gouvernement; des mesures pénales sont prévues à l'encontre des syndicats qui passeraient outre aux dispositions de la loi.